«Yves Pozzo di Borgo - Union Européenne : L'Union européenne n'a pas à gaspiller son budget pour empiéter sur les compétences du Conseil de l'Europe»

28/06/2012

Le sénateur de Paris Yves Pozzo di Borgo appelle l'Union européenne à plus d'exemplarité budgétaire plutôt que de multiplier les structures coûteuses qui doublent les activités du Conseil de l'Europe

L'Union européenne n'a pas à gaspiller son budget pour empiéter sur les compétences du Conseil de l'Europe

Alors que l'Europe traverse une crise budgétaire sans précédent, le sénateur de Paris, Président de la fondation Lecanuet, Yves Pozzo di Borgo, a réagi vivement en séance plénière du Conseil de l'Europe à Strasbourg à l'empiétement croissant de l'UE sur les compétences de cette institution.

Si l'UE doit porter les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme, elle n'a pas à absorber purement et simplement le Conseil de l'Europe qui remplit parfaitement sa mission.

Or, depuis quelques années, l'Union européenne a multiplié, à un degré sans précédent, le doublonnement des activités du Conseil de l'Europe sur tous ses sujets : Agence des droits fondamentaux, fonds européen pour la démocratie, création d'un « partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le sud de la Méditerranée » ou encore l'assemblée parlementaire Euronest. Derniers avatars de cette politique systématique : le développement des services du Haut représentant dans le domaine des droits de l'homme pour l'Union et, aujourd'hui, l'annonce de la création d'un représentant spécial de l'UE en charge des droits de l'homme.

Alors que tous ces dédoublements de structures n'ont aucune raison d'être, ils ont un coût. 20 millions d'euros pour l'Agence des droits fondamentaux de Vienne. Dix fois plus que le budget du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Et 40% de plus que celui de toute l'Assemblée parlementaire du Conseil. Le nouveau commissaire de l'Union aux droits de l'homme représentera aussi un coût de structure.

L'Europe reproduit le mille-feuilles administratif dont la France souffre tellement aujourd'hui.

A l'heure où l'euro est menacé par des politiques budgétaires laxistes et où l'UE multiplie les appels à la rigueur budgétaire, cette politique est des plus choquantes et des plus incompréhensibles.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC